ORDONNANCE n°70

du 20.05-2024

REPUBLIQUE DU NIGER

COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

Le juge des référés, statuant en matière d'exécution à l'audience publique du vingt mai deux mille vingt-quatre, tenue au palais du Tribunal de Commerce de Niamey par Monsieur **ALI GALI**, président, avec l'assistance de **Maitre MME MOUSTAPHA AISSA MAMAN MORI**, greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

AFFAIRE :

SOCIETE LOGISTIQUE PLUS ;

(ME DJIBO HAMA HAROUNA)

C/

ISSA ABDOU SAMBA

(SCPA MLK)

ENTRE :

LA SOCIETE LOGISTIQUE PLUS : Société Unipersonnelle, 48448/S RCCM-NE-NIA-2018-B-3310, BP 326 Niamey, Tel :99595905, ayant son siège social à Niamey, 13^{ème} Rue Boulevard Mali Béro, représentée par son Directeur Général M. Morou Boubacar Abdourhamane, assisté de Me Djibo Hama Harouna, Avocat à la Cour, BP : 699 Niamey-Niger, tel : 96870061, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Demanderesse, d'une part ;

ET

PRESENTS

Président

ALI GALI

ISSA ABDOU SAMBA : né le 06/09/1976 à Niamey, de Nationalité Nigérienne, Chauffeur de camion, demeurant à Niamey Quartier SAGA, tel : 91452323, assisté de la SCPA Martin Luther King (MLK), Société Civile Professionnelle d'Avocats, Niamey, Quartier Koira Kano, Villa 41, Rue KK-39, BP : 179 Niamey, République du Niger, Tel. : +227.20.35.06.06 au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Greffière

**ME MME MOUSTAPHA AISSA
MAMAN MORI**

Défenderesse, d'autre part ;

Commentaire [H1]:

FAITS ET PROCEDURE

Par assignation en caducité de saisie conservatoire de biens meubles corporels, du 07 mars 2024 de Me Soumaila Adamou Ibrahim, Huissier de justice près le Tribunal de grande Instance Hors Classe de Niamey, le Contingent Allemand de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali) stationné à Gao en fin de mission au Mali, pour confia la tâche du rapatriement de ses biens de Gao au port de Cotonou en passant par Niamey, à la Société Logistique Plus laquelle contracta à son tour avec Issa Abdou Samba, chauffeur du camion 8L 8014, le

transport de la marchandise scellée dans le Conteneur N°TDU 459947342 G1 immatriculé 5715, de Gao au port de Cotonou.

Une fois qu'il achemina la marchandise à Niamey, survint le coup d'Etat du 26 juillet 2023 ayant renversé le Régime d'entant avec comme conséquences les sanctions de la CEDEAO et la fermeture des frontières entre le Niger et le Bénin, la menace de guerre contre le Niger, d'où les véhicules en partance sur le Bénin dont le celui d'Issa Abdou Samba étaient aux environs de la sortie de Niamey devaient rebrousser chemin afin d'évacuer la voie afin de permettre à l'Armée Nigérienne de se frayer un chemin, d'accéder et de se positionner sur la frontière entre ces deux (02) pays, obligea ainsi ce véhicule à retourner à Niamey pour s'y immobiliser le temps que la situation se normaliserait.

Soudain, par acte du 11 janvier 2023, de Me Inoua Hassana, Huissier de justice près le Tribunal de grande Instance Hors Classe de Niamey, Issa Abdou Samba somma la Société Logistique Plus de payer la somme de 9.440.0000 F CFA représentant les frais d'immobilisation pendant cent dix-huit (118) jours en raison de 80.000 F CFA par jour.

La Société Logistique Plus conteste cette créance au motif qu'ils sont liés par un contrat de transport de marchandise qui n'a pas encore été livrée et qu'elle subit un manque à gagner de 112.179 F CFA par jour de retard dont elle demande paiement ; mais, Issa Abdou Samba s'entêta et obtint l'ordonnance n° 31/P/TC/NY/2024 du 25 janvier 2024 sur la base de laquelle il pratiqua la saisie conservatoire du 1^{er} février 2024 sur le conteneur N°TDU 459947342 G1 immatriculé 5715 lui appartenant avant de lui dénoncer cette saisie le 06 février 2024. Et plus d'un (01) mois après cette saisie conservatoire, Issa Abdou Samba n'a pas assigné pour obtenir un titre exécutoire légal, d'où la saisine de la juridiction de céans pour contester ladite saisie et ordonner mainlevée.

A cet effet, suivant conclusions en réplique du 09 mars 2024, Me Djibo Hama Harouna, conseil de la Société LOGISTIQUE PLUS sollicite de la juridiction de :

- ✓ Y venir le sieur Issa Abdou Samba ;
 - ✓ Constaté qu'il a pratiqué le 1^{er} février 2024 saisie conservatoire sur les biens corporels de la société LOGISTIQUE PLUS ;
 - ✓ Constaté qu'il est le créancier saisissant, en conséquence, dire et juger qu'il revient de droit à Issa Abdou Samba d'accomplir les formalités d'un titre exécutoire, dans un délai d'un (01) mois qui suit ladite saisie conformément à l'article 61 de l'AU/PSRVE ;
 - ✓ Constaté que celui-ci n'a pas accompli cette formalité ;
 - ✓ Dire et juger que la saisie conservatoire du 1^{er} février 2024 pratiquée sur les biens de la société LOGISTIQUE PLUS est caduque ;
 - ✓ Débouter Issa Abdou Samba, de son argumentaire fondé sur l'assignation du 04 mars 2024 d'Abdoul Aziz Yayé Habi ;
 - ✓ Constaté la mainlevée du 08 mars 2024 d'Issa Abdou Samba sur la saisie conservatoire du 1^{er} février 2024 sur les biens de la Société LOGISTIQUE PLUS, pour en donner acte aux parties ;
 - ✓ Condamner le sieur Issa Abdou Samba à verser à la société LOGISTIQUE PLUS, la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts et celle de 3.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;
 - ✓ Débouter Issa Abdou Samba de toutes ses demandes, fins et conclusions, ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir, nonobstant toutes voies de recours sur minutes et avant enregistrement ;
 - ✓ Condamner Issa Abdou Samba aux dépens.
- Pour justifier la caducité de la saisie conservatoire du 1^{er} février 2024, le conseil de LOGISTIQUE

PLUS soutient qu'Issa Abdou Samba argue d'un exploit d'assignation du 04 mars 2024 d'Abdoul Aziz Habi Yayé pour essayer de justifier l'existence d'une procédure au fond pour l'obtention d'un titre exécutoire exigé par l'article 61 de l'AU/PSRVE, alors que d'une part, selon le procès-verbal de constat du 16 janvier 2024 d'Issa Abdou Samba, celui-ci expliquait qu'il a conclu courant mois de juillet 2024 un contrat de transport de marchandises avec la Société Logistique Plus ; d'autre part, dans la sommation de payer du 11 janvier 2024, il déclarait au Directeur Général de la Société Logistique Plus M. Boubacar Marou Abdourhamane qu'il ne saurait ignorer, ni disconvenir qu'il a contracté un contrat de livraison avec le requérant ; d'autre part encore, une ordonnance n° 31 P/TC/NY/2024 du 25 janvier 2024 du Président du Tribunal de Commerce de Niamey a autorisé M. Issa Abdou Samba à pratiquer une saisie conservatoire sur les biens meubles corporels de la Société Logistique Plus pour avoir paiement de la somme de 9.440.000 F CFA en principal, outre les frais d'exécution ; et enfin, un procès-verbal de saisie conservatoire du 1^{er} février 2024 et un autre de dénonciation d'Issa Abdou Samba.

Il poursuit qu'eut égard à ces pièces, Issa Abdou Samba est créancier saisissant car, seul lié à la Société Logistique Plus par un contrat de transport de marchandises, d'où il lui revient de droit, en application de l'article 61 de l'AU/PSRVE, d'assigner au fond la Société Logistique Plus, en vue de l'obtention d'un titre exécutoire, dans le moins qui suit la saisie du 1^{er} février 2024 dont il est l'initiateur, alors qu'il n'a pas daigné assigner au fond à cet effet, raison pour laquelle la Logistique plus demande de déclarer caduque la saisie conservatoire litigieuse.

La Logistique Plus ajoute que, pour induire en erreur la juridiction de céans, il produit au dossier une assignation au fond du 04 mars 2024 d'Abdoul Aziz Yayé Habi qui n'était pas créancier saisissant car totalement étranger à la procédure de saisie, ne saurait initier une procédure de saisie ou une procédure au fond pour obtenir un titre exécutoire dans le mois qui suit une saisie dont il n'est pas l'initiateur.

Il enchérit que sur la base de l'assignation du 04 mars 2024 d'Abdoul Aziz Yayé Habi, Issa Abdou Samba, créancier saisissant est mal fondé à justifier une procédure au fond en vue de l'obtention d'un titre exécutoire, d'où il maintient ses demandes en dommages-intérêts et frais irrépétibles suscitées.

Par conclusions responsives du 13 mars 2024, Me TAHIROU AOUTA Ismaël, agissant pour le compte d'Issa Abdou Samba à la juridiction présidentielle de céans statuant en matière d'exécution, de :

- Constaté, dire et juger que mainlevée de la saisie du 1^{er} février 2024 contestée a été donnée à Logistique Plus, puis en donner acte aux parties ;
- Constaté, dire et juger que les demandes, fins et conclusions de Logistique Plus sont mal fondées, puis les rejeter purement et simplement ;
- Constaté, dire et juger que Logistique Plus a succombé à la présente instance, puis la condamner aux dépens ;

Relativement aux faits, il narre qu'Issa Abdou Samba chauffeur du camion de marque SCANIA immatriculé BL 8011 NY/BL8014 appartenant à M. Abdoul Aziz Yayé Habi, affrété courant mois de juillet 2023 par la Société LOGISTIQUE PLUS pour transporter des marchandises à partir de Gao au Mali en destination de Cotonou/Bénin via Niamey.

Arrivé à Niamey le 20 août 2023, il en informa ladite Société qui l'instruisit de stationner le camion contenant cette marchandise sur son parking et y est garé depuis deux cent (200) jours alors que le

contrat a été conclu pour une durée maximale de quatorze (14) jours, entraînant ainsi un énorme manque à gagner à l'employeur de ce dernier.

En raison de la suspension irrégulière de l'exécution de ce contrat, lui et son employeur avaient procédé à des démarches amiables auprès de LOGISTIQUE PLUS pour obtenir la libération du camion jusqu'à la reprise effective du contrat, mais en vain ; car son Directeur Général a, à travers la sommation de payer du 11 janvier 2024 dit que le camion ne sera pas libéré tant que les marchandises transportées n'avaient pas été livrées à destination.

C'est pourquoi, ils ont alors demandé une indemnité journalière de 80.000 F CFA en compensation du manque à gagner lié à l'immobilisation dudit camion, mais LOGISTIQUE PLUS refusa catégoriquement de payer toute indemnité, raison pour laquelle, sur la base de l'ordonnance n° 31/P/TC/NY/2024 rendue par le Président du Tribunal de Commerce de Niamey une saisie a été pratiquée le 1^{er} février 2024 sur les marchandises transportées avant de servir le 04 mars 2024, à LOGISTIQUE PLUS une assignation avec communication de pièces en vue d'obtenir un titre exécutoire.

Le 07 mars 2024, cette dernière l'a assigné en contestation, notamment en caducité de saisie, mais ayant compris que la marchandise saisie n'est pas la propriété de LOGISTIQUE PLUS, mainlevée de ladite saisie a été donnée le 08 mars 2024.

Ainsi, par rapport au constat de mainlevée amiable de la saisie querellée, demandée par LOGISTIQUE PLUS sous astreinte de 1.000.000 F CFA par jour de retard, le saisissant soutient qu'ayant eu vent que les biens saisis n'étaient pas la propriété de LOGISTIQUE PLUS, mainlevée a été donnée suivant exploit d'huissier du 08 mars 2024, d'où il demande à la juridiction présidentielle de constater que la demande de mainlevée est sans objet et d'en donner acte aux parties.

Pour argumenter le rejet de la demande de 10.000.000 F CFA de dommages-intérêts à titre de réparation formulée par LOGISTIQUE PLUS, le saisissant s'appuie sur les dispositions des articles 24 du code de procédure civile et 54 de l'AU/PSR/VE en ce sens que les trois conditions préalables pour mettre en jeu sa responsabilité civile, à savoir une faute, un dommage et un lien de causalité directe entre ces deux ne sont pas réunies dans la mesure où la saisie a été pratiquée sur la base de l'ordonnance n° 31 précitée et qu'il a déjà donné mainlevée de la saisie aussitôt qu'il s'est rendu compte que la marchandise saisie n'appartient pas au saisi car c'est plutôt le saisissant qui a subi un préjudice suite à l'immobilisation de son camion depuis environ huit (08) mois.

Enfin, en application des dispositions des articles 1^{er} et 391 du code de procédure civile, il demande la condamnation de LOGISTIQUE PLUS aux dépens.

Dans ses conclusions responsives du 26 mars 2024, la Société LOGISTIQUE PLUS, par le truchement de son conseil Me Djibo Hama Harouna maintient la caducité de la saisie conservatoire du 1^{er} février 2024 conformément à l'article 61 de l'AU/PSR/VE en ce sens qu'en vertu de l'ordonnance présidentielle n° 31 P/TC/NY/2024 Issa Abdou Samba a pratiqué cette saisie conservatoire sans introduire une procédure ou accomplir des formalités nécessaires à l'obtention d'un titre exécutoire et n'a nullement conclu sur cette demande en caducité qu'il a du coup acquiescée.

Logistique Plus ajoute qu'en réaction à l'assignation en caducité de la saisie conservatoire vilipendée et sa demande en mainlevée de cette saisie sous astreinte de 1.000.000 F CFA par jour de retard, Issa Abdou Samba s'est précipité pour ordonner la mainlevée suivant procès-verbal de Me Inoua Neino, Huissier de justice à Niamey produit au dossier, d'où elle demande à la juridiction d'en prendre acte et de constater cette mainlevée.

Quant aux dommages-intérêts et frais irrépétibles, LOGISTIQUE PLUS soutient qu'Issa Abdou Samba reconnaît la caducité de la saisie querellée avant d'ordonner mainlevée le 08 mars 2024, soit après trente-huit (38) jours ; mais en s'opposant à tout paiement en arguant que les trois (03)

conditions susceptibles d'engager sa responsabilité civile ne sont pas réunies ; au mépris de l'article 1382 du code civil en ce sens que le blocage durant trente-huit (38) jours des marchandises dont le transport lui a été confié par LOGISTIQUE PLU sur Cotonou a sérieusement entraîné un retard dans leur livraison et que conformément à l'article 15 du code de procédure civile la saisie pratiquée sur ses biens est manifestement malicieuse, vexatoire et dilatoire et l'a contraint de se constituer avocat et de solliciter le ministère d'un huissier de justice en engageant cette procédure.

Par conclusions en duplique du 1^{er} avril 2024, Issa Abdou Samba demande d'abord de rejeter la demande de caducité de la saisie conservatoire soutenue par LOGISTIQUE PLUS car ce chef de demande est devenu sans objet en raison de la mainlevée de la saisie qui a été donnée et qu'une assignation au fond avec communication des pièces en vue d'obtenir un titre exécutoire pendante devant le Tribunal de céans a été signifiée à LOGISTIQUE PLUS. En plus, les délais ont commencé à courir le vendredi 02 février 2024 pour échoir le samedi 20 mars 2024, et prorogé au premier jour ouvrable suivant qu'est le lundi 04 mars 2024 où il a assigné au fond.

Ensuite, sans revenir sur la mainlevée amiable amplement développée dans ses conclusions responsiveness du 13 mars 2024, Issa Abdou Samba sollicite de la juridiction de céans de rejeter comme mal fondée la demande en dommages-intérêts de la Société LOGISTIQUE PLUS qui, selon lui s'arcoute sur la décision de fermeture des frontières par la CEDEAO pour justifier la rétention abusive de son camion et les articles 15 du code de procédure civile et 61 de l'AU/PSRVE pour fortifier sa demande alors qu'elle détient abusivement son camion depuis près de 250 jours et qu'il a opéré la saisie dont mainlevée a été donnée en vertu d'une ordonnance présidentielle.

Enfin, Me Tahirou Aouta Ismaël soutient qu'il serait inéquitable et injustifié de faire supporter Issa Abdou Samba qui n'est qu'un chauffeur ayant pratiqué la saisie litigieuse dans le strict respect de la loi au paiement de 3.000.000 F CFA de frais irrépétibles.

Dans ses conclusions en triplique du 17 avril 2024, ledit conseil postule le rejet de la demande LOGISTIQUE PLUS fondée sur la violation de l'article 61 de l'AU/PSRVE comme étant mal fondée et ce, en faisant valoir les dispositions des articles 12 du code de procédure civile, 1984, 1985 du code civil dans la mesure où l'assignation avec communication des pièces du 04 mars 2024 attaquée a été l'œuvre du créancier et la saisie conservatoire n'était pas caduque avant sa mainlevée.

Par conclusions en duplique du 18 avril 2024, le conseil de LOGISTIQUE PLUS invoque l'absence d'assignation au fond d'Issa Abdou Samba dans la mesure où il a démontré dans ses conclusions en réplique du 09 mars 2024 qu'il ne revient pas à Yayé Habi Abdoul Aziz qui n'était ni partie contractante avec Logistique plus ni créancier saisissant d'assigner au fond cette dernière en vue de l'obtention d'un titre exécutoire conformément à l'article 61 de l'AU/PSRVE, même si Issa Abdou Samba à travers ses conclusions en triplique du 17 avril 2024 change de ligne de défense en produisant au dossier un certificat d'immatriculation du camion 8L8014 au nom des ETS Abdoul Aziz par lequel il compte justifier la propriété de Yayé Habi Abdoul Aziz sur ledit camion et les attestations du 08 avril 2024 par lesquelles d'une part, Issa Abdou Samba aurait avoir agi en tant que mandataire du propriétaire du camion Yayé Habi Abdoul Aziz quant au contrat de transport et ses suites conclu avec Logistique Plus ; d'autre part, celui-ci déclarait avoir donné mandat à Samba pour agir en son lieu et place relativement audit contrat de marchandises et de ses suites, ce qui est contraire à l'esprit de l'article 1188 du code civil car le mandat est purement verbal et non expresse alors qu'il s'agit de la propriété.

A l'audience du 25 avril 2024, Me Djibo Hama Harouna, conseil de la Société Logistique Plus soutient qu'ayant abondamment conclu, il s'en tient à ses écrits dont il demande le bénéfice mais, se réserve évidemment le droit de répliquer.

Me Tahirou Aouta Ismaël, agissant pour le compte d'Issa Abdou Sambo, estimant qu'il réplique aux dernières conclusions de son confrère ci-dessus lequel selon lui soutient qu'eut égard au certificat d'immatriculation du camion, cet engin appartient aux établissements Abdoul Aziz qui a seul qualité pour agir dans la mesure où au lieu d'un mandat verbal, il doit avoir selon l'article 1988 du code civil un mandat expresse en matière de propriété et ont demandé la nullité de quelle assignation ; or, Issa Abdou Samba a reçu deux (02) procurations de la part d'Abdoul Aziz Yayé Habi, notamment pour conclure le contrat de transport des marchandises saisies et par rapport audit camion ; en plus, en droit OHADA et la jurisprudence, l'entreprise individuelle dont le patrimoine se confond avec celui de son gérant n'a pas de personnalité juridique propre avant de souligner qu'ils ont demandé des dommages-intérêts pour préserver leurs intérêts et l'entier bénéfice de leurs écrits.

En réplique, Me Djibo Hama Harouna demande le rejet de la pièce intitulée « certificat d'immatriculation au nom de Yayé Habi Abdoul Aziz » pour non communication car, présentée aux cours des débats après que le dossier ait été retenu avant de souligner que concernant l'entreprise individuelle, il y a deux (02) courants de pensée dont l'un prône l'unicité du patrimoine et l'autre milite en faveur de la séparation du patrimoine de l'entreprise et de celle de son promoteur ; avant de prier le Tribunal de ne pas tenir compte de la mention annulation de l'assignation qui est une demande au fond qui s'y est glissée.

Enfin, Me Tahirou Aouta Ismaël, relativement à l'exception de communication de pièce, demande le renvoi du dossier à huitaine sinon de rabattre le délibéré pour communication de la pièce querellée versée sur laquelle il n'y a pas un grand développement à faire.

De son côté, Me Djibo Hama Harouna, s'oppose à tout renvoi et à tout rabat de délibéré en ce sens qu'il y a eu trois (03) jeux d'écritures et que les débats sont terminés ;

SUR CE, LE TRIBUNAL

I. EN LA FORME

Attendu que toutes les parties ont comparu à l'audience par l'entremise de leur conseil respectif, notamment cette dernière par Me Djibo Hama Harouna, Avocat à la Cour et Issa Abdou Samba par Tahirou Aouta Ismaël de la SCPA MLK ; qu'il sera statué contradictoirement ;

Attendu que la requête de la Société Logistique Plus est introduite suivant la forme et le délai prévus par la loi ; Qu'elle est donc recevable ;

SUR L'EXCEPTION DE LA COMMUNICATION DE PIÈCES

Attendu que la Société Logistique Plus sollicite d'écarter des débats le certificat d'immatriculation au nom de Yayé Habi Abdoul Aziz » produit par Issa Abdou Samba pour défaut de communication car présenté pour la première fois au cours de ces débats ;

Attendu que Me Tahirou Aouta Ismaël rétorque en demandant le renvoi du dossier à huitaine sinon de rabattre le délibéré pour communication de la pièce querellée versée sur laquelle il n'y a pas un grand développement à faire ;

Que de son côté, Me Djibo Hama Harouna, s'oppose à tout renvoi et à tout rabat de délibéré en ce sens qu'il y a eu trois (03) jeux d'écritures et que les débats sont terminés ;

Attendu que l'article 149 du code de procédure civile dispose que : « La partie qui fait état d'une pièce s'oblige à la communiquer à toute autre partie à l'instance.

La communication des pièces doit être préalable, spontanée et complète. Elle est valablement attestée par la signature du conseil destinataire apposée sur le bordereau établi par le conseil qui procède à la communication.

En cause d'appel, une nouvelle communication des pièces déjà versées aux débats de première instance n'est pas exigée, sauf en cas de demande de l'une des parties. » ;

Qu'aux termes de l'article 150 dudit code : « si la communication des pièces n'est pas faite, il peut être demandé sans forme au juge d'enjoindre cette communication.

Le juge imparti un délai, en fixe les modalités, le cas échéant à peine d'astreinte.

Le juge peut écarter du débat les pièces qui n'ont pas été communiquées à temps utile. » ;

Attendu qu'en l'espèce, il ne ressort nulle part des pièces de la procédure la preuve de la communication de la pièce litigieuse à la Société Logistique Plus ;

Qu'en application de ces dispositions, il y a dès lors lieu de rejeter le certificat d'immatriculation au nom de Yayé Habi Abdoul Aziz versé à l'audience par Me Tahirou Aouta Ismaël, conseil d'Issa Abdou Samba ;

SUR LA MAINLEVÉE DE SAISIE CONSERVATOIRE DES BIENS MEUBLES CORPORELS

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure, en l'occurrence du procès-verbal de mainlevée du 08 mars 2024 à 17 heures 27 minutes, signifié le même jour à la Société Logistique Plus à la requête d'Issa Abdou Samba, dressé par les soins de Maître Inoua Neïno Hassana, huissier de justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, que ce dernier a donné mainlevée de saisie conservatoire de biens meubles pratiquée le 1^{er} février 2024 entre les mains de Seyni Hamani, gardien du garage (SAR) ;

Que les deux (02) parties ont toutes, demandé à la juridiction de l'en constater et de leur en donner acte ;

Qu'il convient dès lors, de constater cela, de leur en donner acte et de dire que l'instance est sans objet ;

SUR LES DOMMAGES-INTERETS ET LES FRAIS IRREPETIBLES

Attendu que la société LOGISTIQUE PLUS demande en outre la condamnation d'Issa Abdou Samba à lui verser la somme de 10.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts et celle de 3.000.000 F CFA au titre des frais irrépétibles ;

Qu'il justifie ces demandes par le fait qu'Issa Abdou Samba après avoir reconnu la caducité de la saisie querellée avait ordonné sa mainlevée le 08 mars 2024, soit après trente-huit (38) jours au mépris des dispositions de l'article 1382 du code civil et 15 du code de procédure civile, en bloquant et retardant ainsi durant trente-huit (38) jours la livraison des marchandises dont elle lui a confié le

transport sur Cotonou a sérieusement entrainé un retard dans leur livraison et l'a contrainte de se constituer avocat et de solliciter le ministère d'un huissier de justice en engager cette procédure ;

Attendu que selon Issa Abdou Samba, les conditions préalables aux dommages-intérêts ne sont pas réunies dans la mesure où la saisie a été pratiquée sur la base de l'ordonnance n° 31 précitée et qu'il a déjà donné mainlevée de la saisie aussitôt qu'il s'est rendu compte que la marchandise saisie n'appartient pas au saisi en ce sens que c'est plutôt le saisissant qui a subi un préjudice suite à l'immobilisation de son camion depuis environ huit (08) mois ;

Attendu qu'il est indéniable qu'il résulte de la procédure, notamment de l'assignation en caducité de saisie conservatoire de biens meubles corporels, du 07 mars 2024 de la Société Logistique Plus et les conclusions des conseils des deux (02) parties que le retard dans la livraison des marchandises a pour cause les événements survenus au Niger le 26 juillet 2023 et non la saisie pratiquée le 1^{er} février 2024 par Issa Abdou Samba sur des biens déjà immobilisés ;

Attendu qu'en dépit de l'immobilisation du camion ci-dessus, mainlevée de la saisie contestée a d'ailleurs été ordonnée avant même qu'une décision judiciaire ne l'en ordonne, rendant ainsi l'instance sans objet ;

Qu'il échet ainsi de ne pas faire droit à cette branche de demande comme étant mal fondée ;

SUR L'EXECUTION PROVISOIRE

Attendu que l'ordonnance de référé est d'exécution provisoire par essence ; Qu'il convient de l'ordonner l'exécution provisoire de la présente ordonnance ;

SUR LES DEPENS

Attendu que la Société Logistique Plus ayant succombé ; Qu'il y a lieu de réserver les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière d'exécution et en premier ressort ;

✓ Reçoit aussi bien l'action de la Société Logistique Plus que l'exception de communication de pièces soulevée par cette dernière ;

✓ Ecarte des débats le certificat d'immatriculation au nom de Yayé Habi Abdoul Aziz versé à l'audience par Me Tahirou Aouta Ismaël, conseil d'Issa Abdou Samba ;

✓ Constate la mainlevée de la saisie conservatoire pratiquée le 1^{er} février 2024 et en donne acte aux parties;

✓ Dit en conséquence, que l'instance est sans objet ;

✓ Rejette la demande en dommages-intérêts et frais irrépétibles formulée par Société Logistique Plus ;

✓ Ordonne l'exécution provisoire de la présente ordonnance ;

✓ Condamne la Société Logistique Plus dépens ;

Aviser les parties qu'elles disposent du délai de quinze (15) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait et jugé le jour, an et mois que dessus.

Ont signé :

LE PRESIDENT

LA GREFFIERE